



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/03/2018

Publication : 06/03/2018

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.02/33

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 26 février 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	23
Nombre de Pouvoirs	8
Nombre de Votants	31

Extrait de la délibération affiché le **06 mars 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **26 février** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 février, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.04), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Franck **DORAY**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Frédéric **PATROIS**
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Laurent **GILLE**

Absents

Frédéric **LE CAM**
Marie-Christine **BASSET**

Secrétaire de séance

Damien **GUILLARD** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 26 février 2018

2018.02/33

MARCHES PUBLICS – MISSION D’ASSISTANCE A MAITRISE D’OUVRAGE – SERVICE DE TELECOMMUNICATIONS FIXE/MOBILE ET INTERNET – GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE CCAS – CONVENTION – MARCHE- SIGNATURES – AUTORISATION

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire – Une consultation va être lancée par la Ville de Montivilliers relative aux marchés publics de service de télécommunications fixe/mobile et internet pour les services municipaux, mais également pour le Centre Communal d’Action Sociale (CCAS), et les résidences autonomes Beaugard et Eau Vive, de Montivilliers.

Au préalable à cette consultation, il est nécessaire de s’adjoindre les services d’un assistant à maîtrise d’ouvrage dont la mission serait :

- D’analyser les besoins en téléphonie, l’étude de l’existant, l’élaboration des caractéristiques de la consultation,
- La rédaction du dossier de consultation des entreprises,
- L’analyse des offres et établissement d’un calendrier pour le déploiement des solutions retenues.

L’article 28 de l’ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics prévoit la possibilité de constituer des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics après établissement et signature d’une convention constitutive.

Afin d’obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d’inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

Cette convention :

- Précise, d’une part, que la Ville est coordonnateur du groupement, qu’elle est chargée de lancer, signer et notifier le marché public, chaque membre, pour ce qui le concerne, s’assurant de sa bonne exécution ;
- Et d’autre part, désigne la Commission Marchés du coordonnateur comme celle du groupement de commande.

-

Le montant de ce marché est estimé à environ 5.000 € TTC.

Compte tenu de ces éléments d’information, je vous propose d’adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l’ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28 ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

CONSIDERANT

- Que les dispositions de l’article 28 de l’ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics s’appliquent et prévoient la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- Qu’il est nécessaire de constituer un marché d’assistance à maîtrise d’ouvrage pour des prestations de service de télécommunications fixe/mobile et internet pour les services municipaux mais également pour les services du Centre Communal d’Action Sociale (CCAS) de Montivilliers, il est opportun de former un groupement de commandes entre la commune et le CCAS ;

Vu le rapport de M. l’Adjoint au Maire, chargé de l’Urbanisme, de l’Habitat, des Marchés Publics, et des Travaux Bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser le Maire à signer** avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes ;
- **D'autoriser le Maire à lancer** la consultation publique relative à un marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des prestations de télécommunications pour les services municipaux de la ville et du CCAS ;
- **D'autoriser le Maire à signer** le marché de service avec l'entreprise qui sera désignée pour assurer la mission d'AMO à l'issue de la procédure de consultation publique.

Imputation budgétaire :

Budget principal de la Ville : 6042-01

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



